

Loterie Nationale
créateur de chances 



Communauté française.be 
de Belgique

*Enseignement Supérieur, Recherche Scientifique et
Relations Internationales*

Les Wallons et la réforme de l'Etat

Une analyse sur la base de l'enquête post-électorale de 2007

André-Paul Frogner – Lieven De Winter - Pierre Baudewyns

PIOP 2008-3

Pôle Interuniversitaire sur l'Opinion publique et la Politique

Université catholique de Louvain

Place Montesquieu 1/7-8

B – 1348 Louvain-la-Neuve

www.piop.be

© Pôle Interuniversitaire sur l'Opinion publique et la Politique
Promoteurs : André-Paul Frogner et Lieven De Winter
Université catholique de Louvain
Place Montesquieu 1/7-8
B – 1348 Louvain-la-Neuve

Tous droits réservés. Sauf cas expressément déterminés par la loi, aucune partie de cette publication ne peut être reproduite ou rendue publique sans l'autorisation des auteurs

D/2008/1192/4

Les Wallons et la réforme de l'Etat

Une analyse sur la base de l'enquête post-électorale de 2007

André-Paul Frogner – Lieven De Winter - Pierre Baudewyns

André-Paul Frogner

Pôle Interuniversitaire sur l'Opinion publique et la Politique (PIOP)

Place Montesquieu 1/7

B - 1348 Louvain-la-Neuve

Tél : +32 (0)1047 4286

Fax : +32 (0)1047 4603

Andre-paul.frogner@uclouvain.be

Lieven De Winter

Pôle Interuniversitaire sur l'Opinion publique et la Politique (PIOP)

Place Montesquieu 1/7

B - 1348 Louvain-la-Neuve

Tél : +32 (0)1047 3382

Fax : +32 (0)1047 4603

Lieven.dewinter@uclouvain.be

Pierre Baudewyns

Pôle Interuniversitaire sur l'Opinion publique et la Politique (PIOP)

Place Montesquieu 1/7

B - 1348 Louvain-la-Neuve

Tél : +32 (0)1047 4177

Fax : +32 (0)1047 4603

Pierre.baudewyns@uclouvain.be

Table des matières

1.	Introduction.....	7
2.	Données et méthodologie.....	7
3.	Attitudes vis à vis de la Réforme de l'Etat	9
3.1	La Flandre et la Wallonie doivent elles se séparer ?	9
3.1.1	Qui est contre la séparation ?	10
3.1.2	Quelle est l'évolution depuis 2003 ?	11
3.1.3	La Belgique pourrait-elle disparaître ?.....	12
3.1.4	Visions alternatives	13
3.2	Le niveau de décision préféré.....	14
3.2.1	La situation en 2007	14
3.2.2	L'évolution entre 1991 et 2007	15
3.2.3	Par électorat.....	17
4.	Les enjeux politiques	18
4.1	Les enjeux importants pour le vote.....	18
4.2	La fédéralisation de la sécurité sociale	20
4.3	Régionalisation de l'emploi.....	21
4.4	BHV et les facilités.....	22

RÉSUMÉ

- Les Wallons restent non seulement « belges », mais l'évolution récente de l'actualité politique après les élections de juin 2007 les conforte encore dans ce choix par rapport à leur position en 2003. Il y a plus de Wallons qui sont pour « le rétablissement de la Belgique unitaire » après les élections de 2007 qu'après celles de 2003 (40% contre 31%). En même temps, ils sont moins en 2007 qu'en 2003 à vouloir donner plus de compétences aux Communautés et Régions (12% contre 22%). La distance entre les thèmes de l'agenda politique et ceux qui sensibilisent l'opinion publique est énorme. Il s'agit d'une sorte d'« hystérésis » (persistance d'une attitude du passé même lorsque les conditions changent), accompagnée d'une survalorisation de ce qui est peut-être appelé à disparaître et qui n'en prend dès lors que plus de prix.
- La menace de la disparition de la Belgique n'est prise au sérieux que par 16% des Wallons, mais ils sont, parmi ceux-ci, 63% à croire que cela n'arrivera que dans longtemps ou très longtemps, pour 36% dans les cinq ans à venir.
- Les Wallons ont cependant des avis assez clairs sur des visions alternatives à la Belgique actuelle si elle venait à disparaître. L'alternative qui emporte le plus d'accord est la « Fédération Wallonie-Bruxelles » (56,5%). Par contre, « Wallonie et Bruxelles indépendants » ne recueille que 20,5% d'avis favorables et « Bruxelles cogérée par la Wallonie et la Flandre » seulement 16%. On relèvera que l'option rattachiste « Rattachement de la Wallonie et de Bruxelles à la France » est partagée par 29% des Wallons, nettement plus que le score des partis qui défendent cette option. Ces résultats montrent que l'association avec Bruxelles compte dans les projets d'avenir des Wallons et que l'antagonisme province/capitale appartient de plus en plus au passé. On relèvera que ces résultats datent d'avant la publicité donnée à l'hypothèse d'une Fédération Wallonie-Bruxelles ces dernières semaines (mais qui a été exprimée dans le cadre belge, alors que la question de notre enquête portait sur des alternatives à la Belgique).
- La question sur le niveau de décision préféré des Wallons conforte, comme on pouvait s'y attendre, leur préférence pour celui de la Belgique. C'est dans les partis traditionnels que l'on trouve le plus de partisans du niveau belge, et ce, à peu près dans les mêmes proportions, quoique l'électorat CDH y soit quand même le plus sensible. Par contre, cet électorat est plus clairement éloigné d'une position favorisant les nouvelles entités. L'électorat ECOLO est nettement moins « belge » et plus favorable à l'accroissement des pouvoirs de décision au niveau des nouvelles entités.
- Parmi les motivations du vote, ce qui concerne la réforme de l'Etat n'est mis en avant que par une très petite minorité de Wallons. Seulement 1 % des Wallons l'ont mise en

tête de leurs motivations ! L'emploi et le travail figurent en tête avec 22% des opinions.

- Enfin, les Wallons sont nettement opposés à la scission de la Sécurité Sociale et à la régionalisation de l'emploi, encore que les avis soient plus nuancés sur ce dernier enjeu. Ils sont, par ailleurs, 60% à s'opposer à la scission de BHV et seule une dizaine de pourcent sont clairement pour. Il n'y a que 6% de sans avis, ce qui ne permet pas de penser que les Wallons sont indifférents sur cette question. Ils sont encore plus nombreux (88%) à s'opposer à la suppression des facilités, avec moins de 4% d'avis contraire et 2% de sans avis.

- La clarté de ces avis, tout comme l'existence d'une vision assez claire des alternatives possibles à la Belgique, ce qui est confirmé par le faible nombre de gens sans opinion, nous amène à penser que l'hystérésis wallonne n'est pas pour autant aveugle, ni dénuée d'une vision assez cohérente de l'avenir au cas où leur désir unitaire ne pourrait plus être rencontré dans la réalité. L'attitude des Wallons par rapport à la réforme de l'Etat doit être lue en gardant à l'esprit cette complexité.

1. Introduction

Ce document est le premier d'une série que le Pôle Interuniversitaire sur l'Opinion publique et la Politique (PIOP) de l'UCL va publier sur un certain nombre de thèmes qui ont été abordés dans les enquêtes post-électorales du PIOP qui ont suivi les élections de 1991, 1995, 1999, 2003 et 2007. Ces enquêtes ont été menées en collaboration avec l'Institut voor Sociaal en Politiek Opinieonderzoek (ISPO) de la KUL. Celles-ci offrent au chercheur comme au citoyen des données uniques sur l'évolution du comportement politique et électoral depuis le début des années 90. Les analyses basées sur ces données ont fait l'objet de plusieurs publications sous forme de livres¹. Plus de détails sur les activités du PIOP peuvent être trouvées sur le site www.piop.be.

Les publications qui vont suivre celles-ci, jusqu'en juin 2009 portent sur les thèmes suivants :

1. La réforme de l'Etat
2. Les transferts de voix entre partis
3. Le climat socio-économique
4. Le paysage électoral
5. Le citoyen et la politique
6. Immigration et inflation
7. La sécurité
8. Le profil des candidats aux Législatives
9. Les élites et la population face aux élections nationales et européennes

2. Données et méthodologie

Les données dont on fera surtout mention proviennent la 5^{ème} enquête post-électorale menée par le PIOP. Les enquêtes menées par le PIOP offrent le maximum de garanties de représentativité par le fait que les échantillons font l'objet d'un « tirage aléatoire » sur un grand nombre d'individus et qu'elles sont réalisées sur la base d'un entretien en face à face avec les personnes interrogées. Cette procédure est différente des enquêtes courantes qui recourent à des échantillonnages dits « par quotas » et sont réalisées par téléphone, ce qui diminue leur capacité de représentation, augmente les non réponses et rend les analyses moins valables sur le plan statistique. Les données de cette 5^{ème} enquête post-électorale ont été récoltées entre le 10 octobre 2007 et le 15 janvier 2008 auprès de 717 wallons en droit de

¹ A.-P. FROGNIER - L. DE WINTER - P. BAUDEWYNS, *Elections : le reflux ? Comportements et attitudes lors des élections en Belgique*, Louvain-la-Neuve : De Boeck, 2007. A.-P. FROGNIER – A.M. AISH, *Elections : la rupture ?*, Bruxelles : De Boeck, 2003. A.-P. FROGNIER – A.-M. AISH (Eds), *Des élections en trompe-l'œil. Enquête sur le comportement électoral des Wallons et des Francophones*, Bruxelles : De Boeck, 1999.

voter. Mener une enquête post-électorale directement après les élections aurait été assez difficile compte tenu du moment où ont eu lieu les élections (10 juin 2007). En effet, de nombreux facteurs (congé, départs en vacances, ...) auraient être sources de non réponse, certaines catégories de la population électorale n'étant pas représentées.

Les interviews ont été réalisées par l'institut de sondage TNS-Dimarso sur la base d'un cahier des charges assez strict. Ces interviews ont duré, en moyenne 60 minutes, et ont été réalisées au domicile de la personne interrogée, en suivant le protocole CAPI (Computer Assisted Personal Interview). Ce procédé permet d'encoder les réponses de la personne interrogée directement sur un ordinateur sans devoir utiliser un questionnaire « papier et un crayon ». L'échantillon, constitué dans les enquêtes précédentes sur la base du Registre National, a dû être constitué en 2007 sur la base d'un fichier d'adresses compte tenu du changement dans l'accès au Registre National. L'échantillon a été construit en procédant à un tirage aléatoire en deux étapes : un échantillon de communes – tenant compte de la taille de leur population – et au sein de chaque commune, d'un nombre de groupes (« clusters ») de 15 individus, toujours en fonction de la taille de la population de cette commune. Le taux de réponse est d'approximativement 65%. Une grande partie des questions est commune à l'enquête réalisée par l'ISPO (K.U.Leuven) comme c'est le cas de ces enquêtes depuis 1991. La « fourchette » ou marge d'erreur des réponses est de +/- 3,75% pour une réponse oui/non de probabilité égale (50% de oui et 50% de non)

Comme pour tout échantillon, nous avons appliqué une pondération pour l'ajuster le mieux possible à la réalité : cette pondération est basée sur le genre, l'âge, le niveau d'éducation et le vote.

Le tableau 1 donne un aperçu de la représentativité de l'échantillon sur la base du vote.

Tableau 1 Répartition du vote au sein de l'échantillon non pondéré et de la population électorale de référence en Wallonie

	Résultats non pondérés	Résultats officiels
	%	%
PS	30,54	26,20
MR	27,62	27,66
CDH	12,83	13,99
Ecolo	12,27	11,33
FN	2,23	4,95
Autre parti	1,68	9,56
Blanc	3,21	6,32
Nul	2,79	
N'est pas allé voter	4,32	--
Ne sait pas	1,67	--
Pas de réponse	0,84	--
Total	100,00	100,00

L'on peut remarquer que les résultats de l'échantillon montrent une sur-représentation du PS et une sous-représentation de la catégorie « Autre parti ». La pondération redresse ces déviations.

3. Attitudes vis à vis de la Réforme de l'Etat

3.1 La Flandre et la Wallonie doivent elles se séparer ?

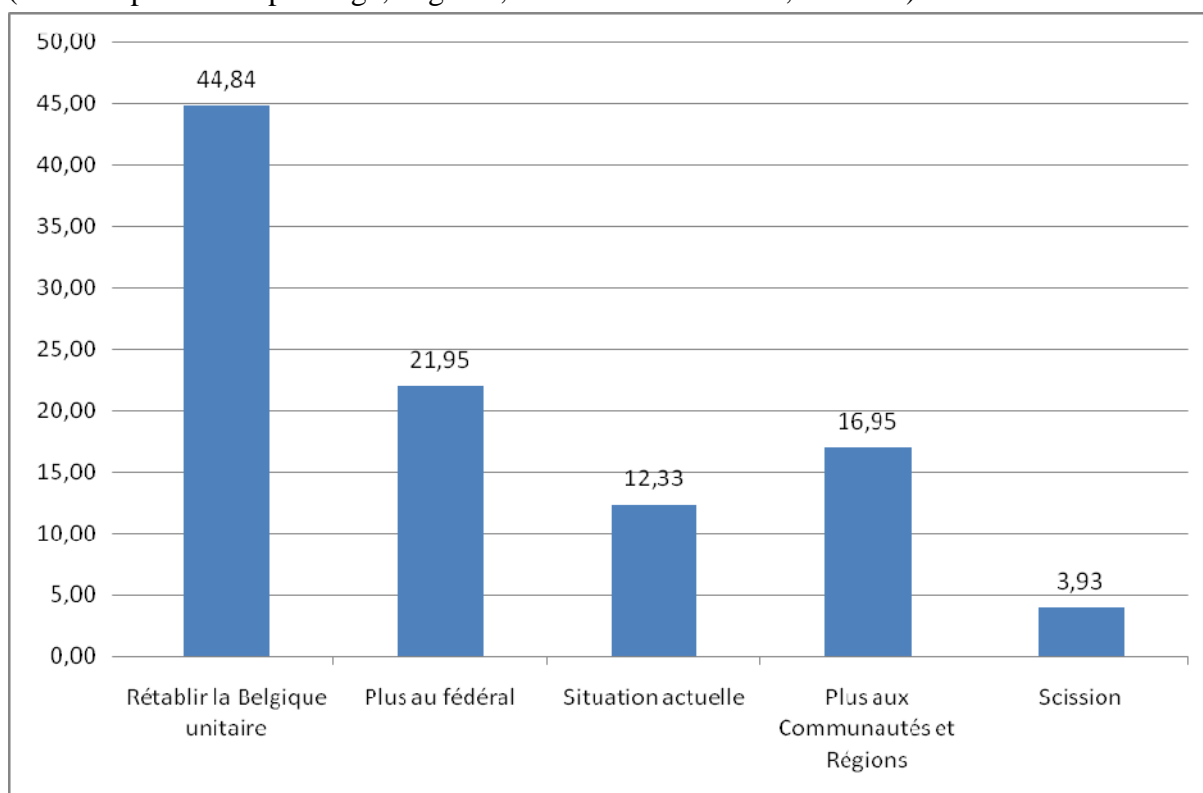
La question est la suivante : « Voici quelques opinions relatives à l'évolution de la Belgique. 1) il faut rétablir la Belgique unitaire ; 2) il faut un Etat fédéral dans lequel le gouvernement central aurait plus de compétences par rapport à la situation actuelle ; 3) il faut conserver la situation actuelle ; 4), il faut un Etat fédéral dans lequel les régions et les communautés auraient plus de compétences que dans la situation actuelle ; 5) il faut scinder la Belgique Laquelle est la plus proche de votre opinion ? ». Les réponses sont dans le tableau 2. Elles sont représentées graphiquement dans le Graphique 1.

Tableau 2 Structure de l'Etat préférée pour la Belgique par les électeurs wallons en 2007 (données pondérées par l'âge, le genre, l'éducation et le vote)

	% (incluant les « ne sait pas » et les « sans réponses »)	% (excluant les « ne sait pas » et les « sans réponses »)
Il faut rétablir la Belgique unitaire	44,06	44,84
Il faut un Etat fédéral dans lequel le gouvernement central aurait plus de compétences par rapport à la situation actuelle	21,57	21,95
Il faut conserver la situation actuelle	12,12	12,33
Il faut un Etat fédéral dans lequel les régions et les communautés auraient plus de compétences que dans la situation actuelle	16,66	16,95
La scission de la Belgique	3,86	3,93
Ne sait pas	1,34	--
Sans opinion	0,40	--
Nombre de personnes (N)	717	705

L'option prédominante est celle du rétablissement d'une Belgique unitaire, pour 44% des répondants. Si l'on ajoute 22% qui sont pour le renforcement du pouvoir central, cela donne 66% de Wallons en faveur d'une option plus centralisatrice. Les opinions centrifuges concernent 21% des Wallons environ, dont 4% pour la scission de la Belgique. Les opinions centripètes sont donc très nettement majoritaires.

Graphique 1 Structure de l'Etat préférée pour la Belgique par les électeurs wallons en 2007 (données pondérées par l'âge, le genre, l'éducation et le vote, N = 705)



3.1.1 Qui est pour rétablir la Belgique unitaire ? Qui est pour la scission ?

Si l'on retient l'item «*Il faut rétablir la Belgique unitaire*», la ventilation des résultats des répondants qui partagent cet avis, par électorat, est la suivante (cfr. tableau 3).

Outre la position très en flèche des électeurs FN (71% de leur électorat, mais ce qui ne fait que 4% de l'ensemble de l'électorat), celle des partis traditionnels oscille autour de 44%, avec un peu moins d'unitarisme dans l'électorat Ecolo (environ 40%) .

Tableau 3 Répartition par électorat des personnes ayant choisi la catégorie « Il faut rétablir la Belgique unitaire » (données pondérées par l'âge, le genre, l'éducation)

	Au sein de chaque parti	Sur l'ensemble des partis (pour ceux qui partagent cette opinion)
PS	44,60	34,55
MR	44,44	27,64
CDH	44,74	12,36
Ecolo	40,51	11,64
FN	70,59	4,36
Autres	42,86	2,54
Blanc/nul	48,72	6,91
Total	45,38	100,00

Il n'est dès lors pas étonnant qu'en posant la question sur l'item « *La scission de la Belgique* », on trouve des résultats inverses par rapport aux précédents (cfr. tableau 4). Sur le total très faible de 1,65% de répondants partageant cette option, on constatera essentiellement que l'électorat FN est divisé entre une grosse majorité unitaire et une minorité séparatiste.

Tableau 4 Répartition par électorat des personnes ayant choisi la catégorie « La scission de la Belgique » (données pondérées par l'âge, le genre, l'éducation)

	Au sein de chaque parti	Sur l'ensemble des partis (pour ceux qui partagent cette opinion)
PS	0,00	0,00
MR	1,75	30,00
CDH	0,00	0,00
Ecolo	3,80	30,00
FN	11,76	20,00
Autres	14,29	10,00
Blanc/nul	2,56	10,00
Total	1,65	100,00

Ces chiffres sont très faibles et le restent même si l'on examine de façon plus précise cette opinion, en précisant plusieurs degrés d'accord sur cette option (tableau 5).

Tableau 5 Répartition par électorat des personnes ayant choisi la catégorie « La scission de la Belgique » (données pondérées par l'âge, le genre, l'éducation et le vote)

	% (incluant les « ne sait pas » et les « sans réponses »	% (excluant les « ne sait pas » et les « sans réponses »
Très en faveur	0,65	0,65
En faveur	2,87	2,89
Pas en faveur	13,85	13,95
Pas du tout en faveur	81,92	82,51
Total	99,28	100,00
Ne sait pas	0,56	--
Pas de réponse	0,16	--
Total	100,00	--
Nombre de personnes (N)	666	661

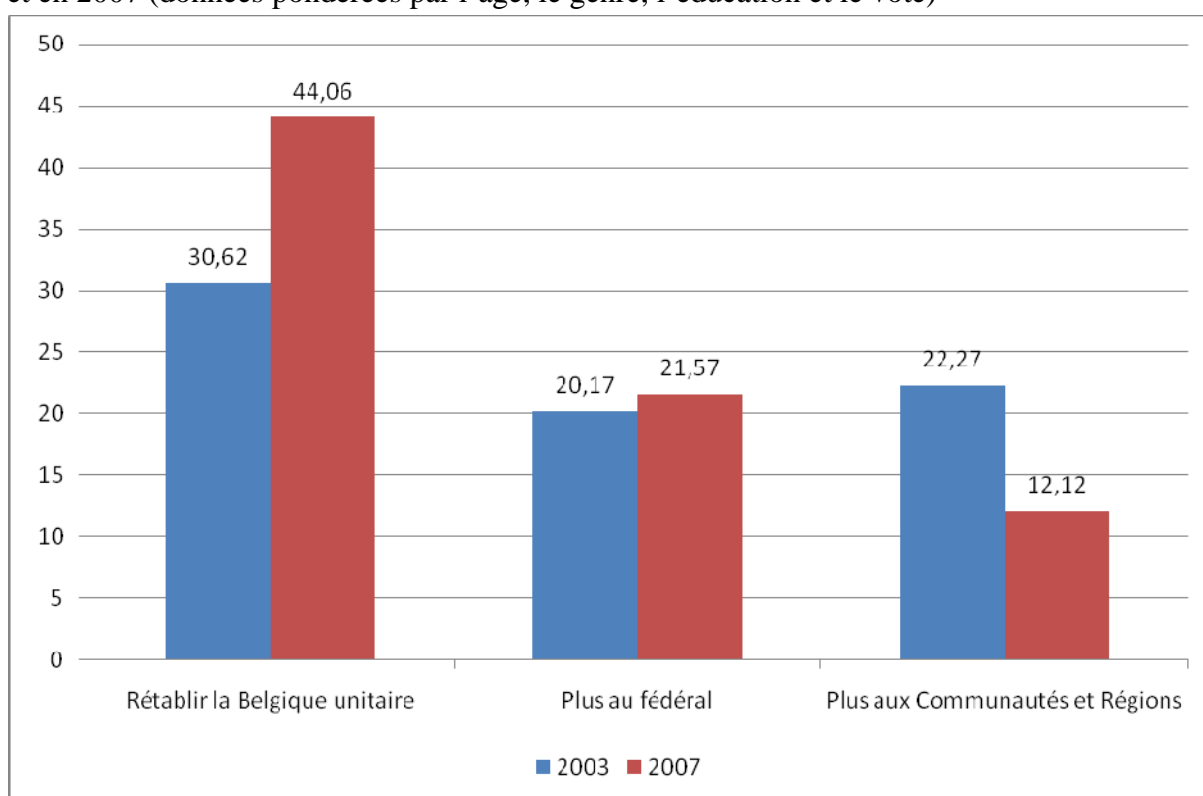
Comme on le constate, plus de 95% des Wallons ne sont pas en faveur de cette option.

3.1.2 Quelle est l'évolution depuis 2003 ?

Pour trois items, nous pouvons offrir une évolution dans le temps entre 2003 et 2007. L'option du rétablissement d'une Belgique unitaire voit son score croître. L'on passe de 31% en 2003 à 44% en 2007. L'option centralisatrice dans le cadre fédéral voit aussi son score très légèrement augmenter, de 20 à 22%. Enfin, l'option d'accroissement du pouvoir des Régions et Communautés perd assez logiquement des voix, en passant de 23% en 2003 à 17% en

2007. On peut observer à cet égard que les discussions interminables sur la réforme de l'Etat après les dernières élections ont eu pour effet, en Wallonie, d'augmenter le nombre de ceux qui sont favorables au rétablissement de la Belgique unitaire et défavorable à l'accroissement des pouvoirs régionaux ou communautaires.

Graphique 2 Structure de l'Etat préférée pour la Belgique par les électeurs wallons en 2003 et en 2007 (données pondérées par l'âge, le genre, l'éducation et le vote)



Ces attitudes témoignent sans doute d'un phénomène d'« hystérésis² » (persistance d'une attitude du passé même lorsque les conditions changent), accompagnée d'une survalorisation de ce qui est peut-être appelé à disparaître et qui n'en prend dès lors que plus de prix.

3.1.3 La Belgique pourrait-elle disparaître ?

Du côté flamand, certains prétendent que s'il n'y a pas de réforme profonde de l'Etat, la Belgique pourrait disparaître. Les Wallons pensent-ils que cette menace est réelle ? Pensent-ils dès lors que la Belgique pourrait disparaître ? La question qui s'y rapporte demande simplement si les Wallons pensent que le pays va disparaître ou non ?

² Ce concept a été développé par Pierre Bourdieu (« hystérésis de l'habitus »). Cfr <http://fr.wikipedia.org/wiki/Hyst%C3%A9r%C3%A9sis>

Tableau 6 Répartition des électeurs wallons à l'hypothèse de la disparition de la Belgique (données pondérées par l'âge, le genre, l'éducation et le vote)

	% (incluant les « ne sait pas » et les « sans réponses »	% (excluant les « ne sait pas » et les « sans réponses »
Oui	16,4	16,4
Non	78,1	83,6
Ne sait pas	5,5	--
Total	100,00	100,00
Nombre de personnes (N)	666	630

Les Wallons pensent à 78% que la menace n'est pas réelle et que la Belgique ne disparaîtra pas. Pour les personnes qui pensent que la Belgique va disparaître, il leur a été demandé dans quel délai. Il s'agit ici d'une mesure indirecte de la gravité de la situation : plus le délai est perçu comme bref, plus il est pris au sérieux.

Tableau 7 Délai de la disparition de la Belgique (données pondérées par l'âge, le genre, l'éducation et le vote)

	% (incluant les « ne sait pas » et les « sans réponses »	% (excluant les « ne sait pas » et les « sans réponses »
Dans les 5 ans à venir	36,30	36,87
Dans longtemps	52,09	52,90
Dans très longtemps	10,08	10,24
Ne sait pas	1,53	--
Total	100,00	100,00
Nombre de personnes (N)	109	107

3.1.4 Visions alternatives

Le désir de revenir en arrière sur le plan institutionnel n'empêche cependant pas les Wallons d'avoir une opinion sur l'avenir de la Wallonie en cas de crise de l'Etat belge.

La question a été posée en 2007 sous la forme suivante : « *Imaginons que la Belgique vienne à disparaître. Pouvez-vous me dire dans quelle mesure vous êtes d'accord ou non avec chacune des propositions suivantes ? 1. Une Wallonie indépendante et Bruxelles indépendant ; 2. Une fédération indépendante comprenant la Wallonie et Bruxelles ; 3. Le rattachement de la Wallonie et de Bruxelles à la France ; 4. Bruxelles cogéré par une Wallonie indépendante et une Flandre indépendante* ». Pour chacune de ces propositions, le répondant est invité à marquer son accord ou son désaccord.

Tableau 8 Pourcentage des électeurs wallons qui sont tout à fait d'accord et d'accord avec chacune des propositions (données pondérées par l'âge, le genre, l'éducation et le vote)

	% des Wallons ayant marqué leur accord pour chacune des propositions
Wallonie et Bruxelles indépendants	20,5
Fédération Wallonie-Bruxelles	56,5
Rattachement de la Wallonie et de Bruxelles à la France	29
Bruxelles cogérée par la Flandre et la Wallonie	16

En cas d'éclatement de la Belgique, les Wallons se prononcent en majorité pour un scénario de « Fédération Wallonie-Bruxelles » (56,5 % des Wallons privilégient cette solution). Le choix de l'indépendance de la Wallonie et de celle de Bruxelles ne compte que 20,5% de partisans, moins que l'option rattachiste. On retiendra qu'il ne reste plus beaucoup de traces ici de la vieille opposition Province-Capitale chez les Wallons.

La solution flamande de cogestion de Bruxelles est l'alternative la moins souvent évoquée par les Wallons (16%). Cela devrait rassurer les Bruxellois, cette position politique reprenant de la vigueur du côté flamand.

Le choix rattachiste à la France en cas de crise (29%) n'est pas aussi minoritaire que les résultats électoraux actuels des partis qui s'en réclament le laisseraient penser.

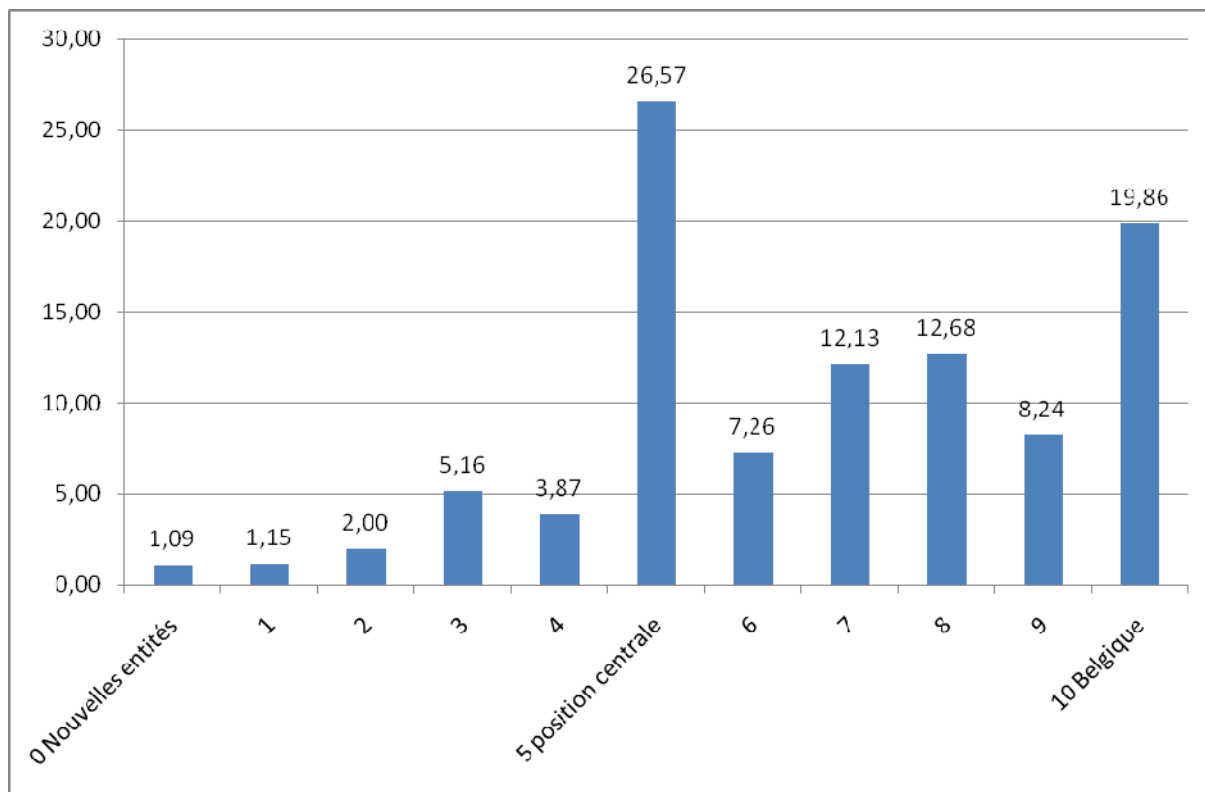
3.2 Le niveau de décision préféré

3.2.1 La situation en 2007

Depuis le début de nos enquêtes, nous avons recherché quel était le lieu de décision idéal pour les Wallons, en leur offrant la possibilité de se situer sur une échelle graduée qui va de 0 (« Les nouvelles entités doivent décider de tout ») à 10 (« La Belgique doit décider de tout »). La formulation exacte de la question est : « En Belgique on discute souvent des problèmes communautaires et de la forme de l'Etat. A ce sujet, certains trouvent que les nouvelles unités - les régions et les communautés - devraient décider de tout, alors que d'autres au contraire trouvent que c'est la Belgique qui devrait décider de tout. Vous personnellement, où vous situeriez-vous entre ces deux avis? »

Comme on le voit sur le graphique 3, la position centrale est préférée, mais l'on trouve beaucoup plus d'opinions favorables du côté du pôle belge.

Graphique 3 Positionnement des électeurs wallons entre 0 « les nouvelles entités devraient décider de tout » et 10 « la Belgique devrait décider de tout » (données pondérées par l'âge, le genre, l'éducation et le vote, N = 713)



3.2.2 L'évolution entre 1991 et 2007

Nous présentons cette évolution de plusieurs manières. Le graphique 4 regroupe les positions par paire, à part les deux positions extrêmes. Le tableau 9 les rassemble de manière plus large (position 0 à 4, 5 et position 6 à 10), ce qui est illustré dans le graphique 5.

On constate qu'à partir de 1995, il y a une baisse nette des positions privilégiant les nouvelles entités et une progression de celles qui concernent la Belgique. La coupure « pro belge » de 1995 marque une évolution qui change peu par la suite.

Graphique 4 Positionnement des électeurs wallons entre 0 « les nouvelles entités devraient décider de tout » et 10 « la Belgique devrait décider de tout » entre 1991 et 2007 (données pondérées par l'âge, le genre, l'éducation et le vote)

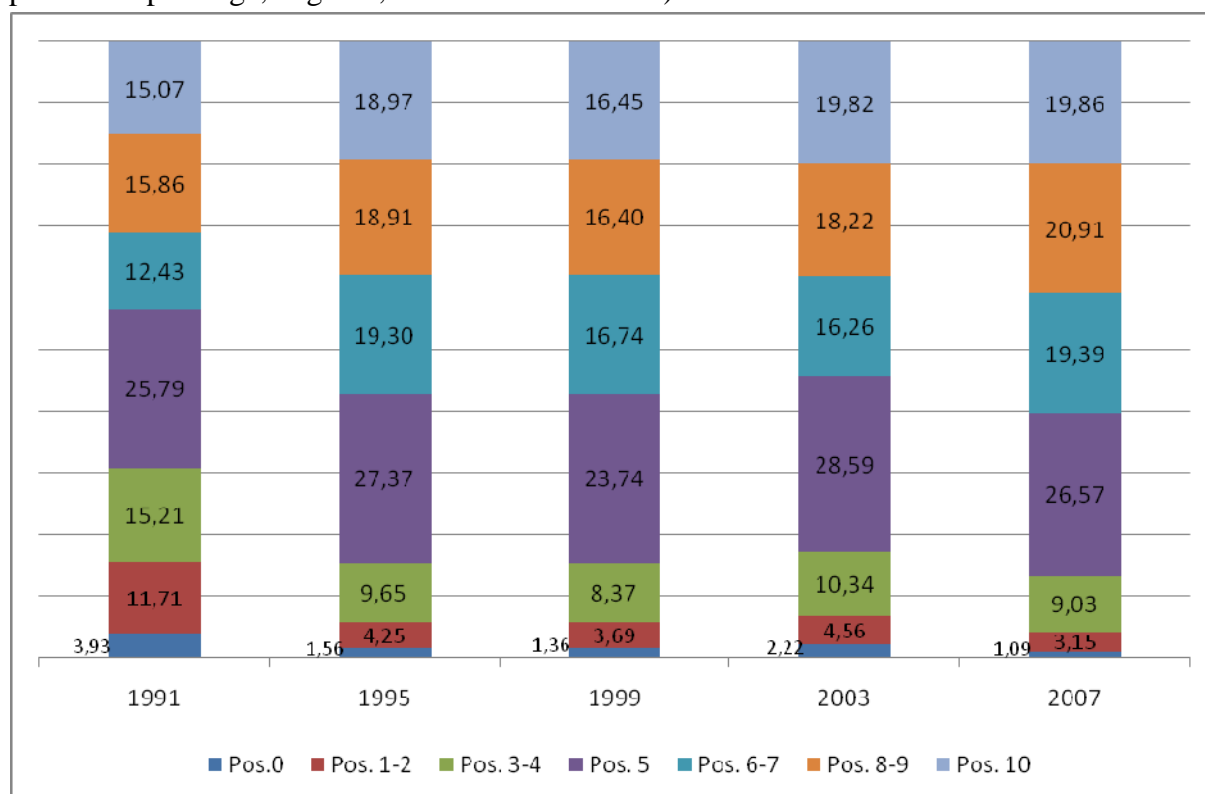
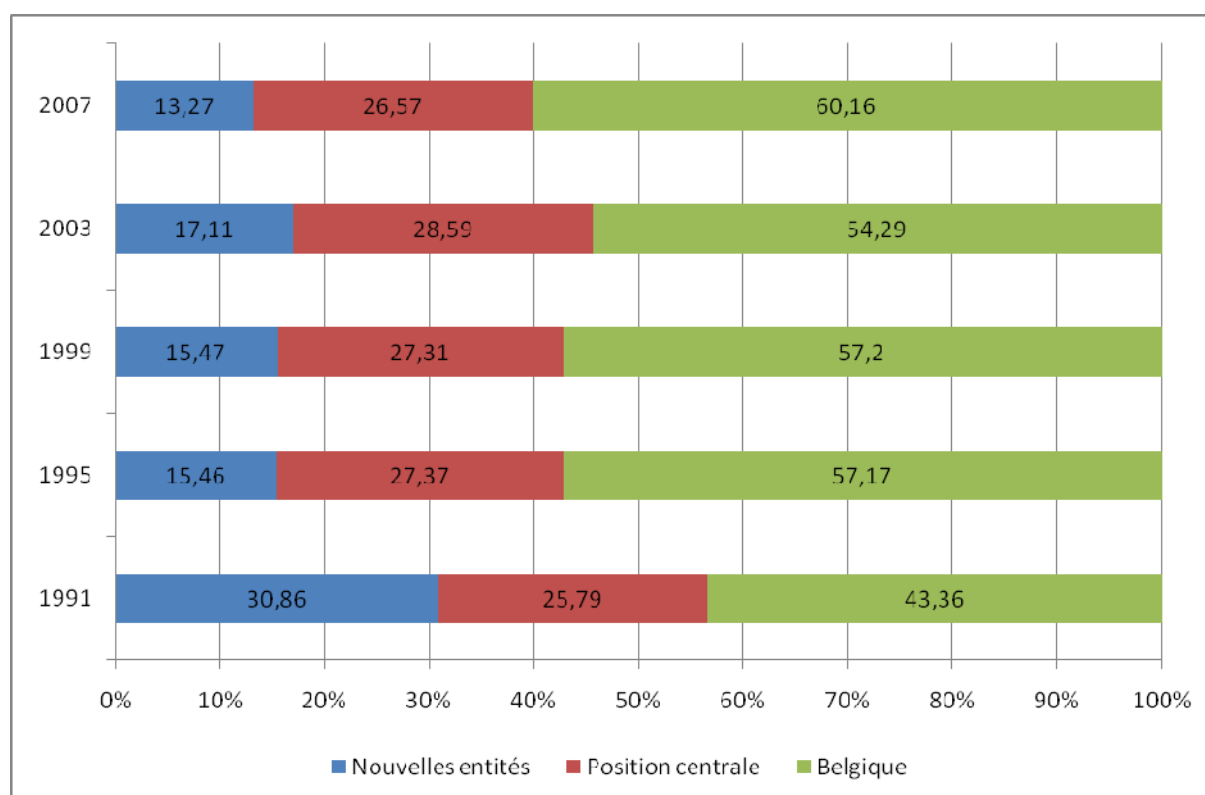


Tableau 9 Répartition des électeurs wallons entre les différentes catégories de niveau de décision : Nouvelles entités, position centrale, Belgique (données pondérées par l'âge, le genre, l'éducation et le vote)

Lieu de la décision	1991	1995	1999	2003	2007
Nouvelles entités (0 à 4)	30,86	15,46	15,47	17,11	13,27
Position centrale (5)	25,79	27,37	27,31	28,59	26,57
Belgique (6 à 10)	43,36	57,17	57,20	54,90	60,16

Graphique 5 Répartition des électeurs wallons entre les différentes catégories de niveau de décision : Nouvelles entités, position centrale, Belgique (données pondérées par l'âge, le genre, l'éducation et le vote)



3.2.3 Par électorat

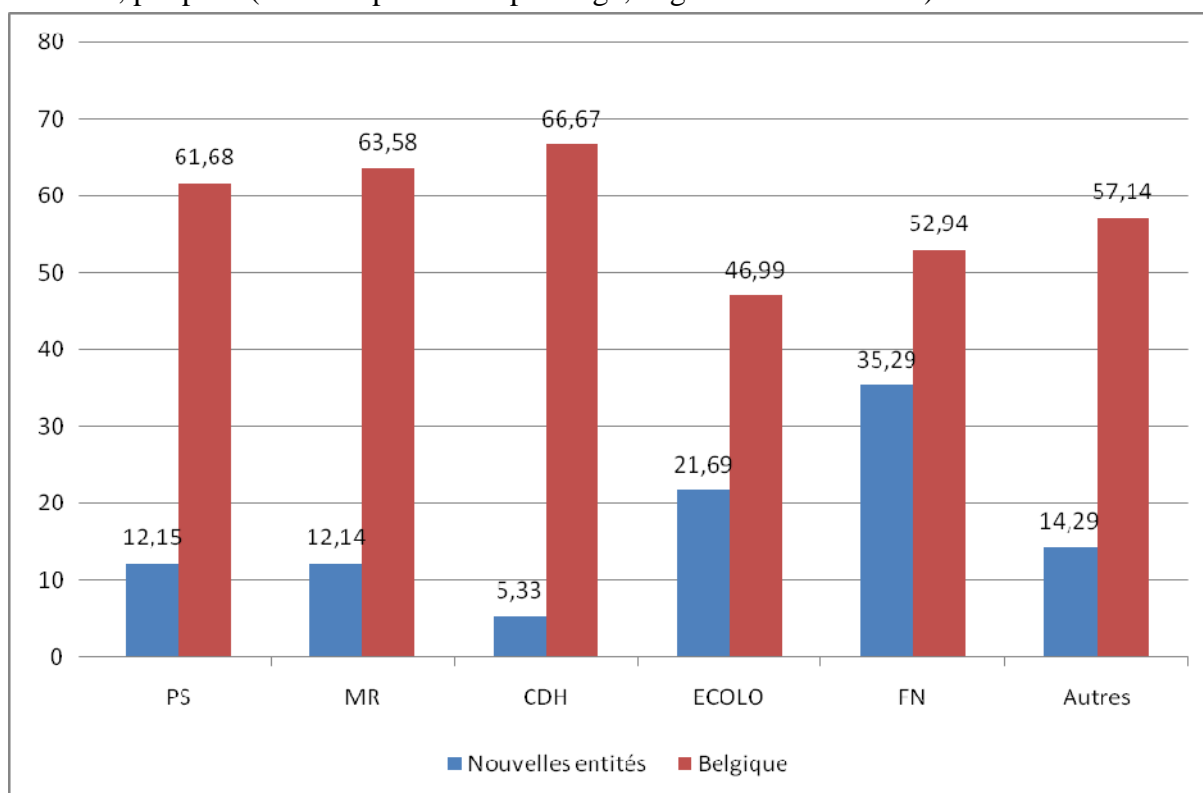
Nous avons reproduit ci-dessous les résultats pour les deux catégories opposées, celles privilégiant l'option « les nouvelles entités devraient décider de tout » (position 0 à 4) ou celle de « la Belgique devrait décider de tout » (position 6 à 10).

Tableau 10 Répartition des électeurs wallons entre les deux positions opposées de l'échelle, par parti (données pondérées par l'âge, le genre et l'éducation, seules les positions extrêmes sont représentées)

	PS	MR	CDH	Ecolo	FN	Autres
Les nouvelles entités devraient décider de tout (position 0 à 4)	12,15	12,14	5,33	21,69	35,29	14,29
La Belgique devrait décider de tout (position 6 à 10)	61,68	63,58	66,67	46,99	52,94	57,14

Le Graphique 6 illustre le tableau 10.

Graphique 6 Répartition des électeurs wallons entre les deux positions opposées de l'échelle, par parti (données pondérées par l'âge, le genre et l'éducation)



C'est dans les partis traditionnels que l'on trouve le plus de partisans du niveau belge, et ce, à peu près dans les mêmes proportions, quoique l'électorat CDH y soit quand même le plus sensible. Par contre, cet électorat est plus clairement éloigné d'une position pour plus de responsabilités en faveur des nouvelles entités. L'électorat ECOLO est nettement moins « belge » et plus favorable à l'accroissement des pouvoirs de décision au niveau des nouvelles entités. Enfin, l'électorat FN est très divisé sur cette question. Ces résultats confirment largement ceux des tableaux 3 et 4.

4. Les enjeux politiques

4.1 Les enjeux importants pour le vote

L'enquête essaye de connaître les domaines qui sont importants pour l'électeur au moment de déterminer son choix électoral. Pour y arriver, on lui présente une liste de matières où on lui demande d'abord de choisir trois enjeux qui ont été importants pour lui au moment où il a voté aux dernières élections législatives de 2007 (Tableau 11), et puis de se prononcer sur l'enjeu le plus important parmi les trois choisis préalablement (Tableau 12).

Tableau 11 Les trois enjeux les plus importants pour le choix électoral (données pondérées par l'âge, le genre, l'éducation et le vote)

	Enjeu 1	Enjeu 2	Enjeu 3
Justice et police	27,33	--	--
Economie et vie des entreprises	14,56	2,55	--
Création d'emploi et mise au travail	30,21	17,29	1,41
Impôts et budget	11,23	15,42	5,03
Réforme de l'Etat	1,98	1,47	0,84
Immigration et intégration des étrangers	2,31	4,93	2,63
Pension	7,01	14,89	5,26
Education	3,06	17,92	8,56
Allocations de chômage et allocations spéciales (VIPO)	0,92	4,39	2,72
Mobilité et trafic	0,23	1,61	1,76
Soins de santé	0,51	12,79	23,96
Environnement et énergie	0,66	5,44	16,17
Questions éthiques	--	0,60	3,69
Affaires étrangères et Union Européenne	--	0,70	2,31
Sécurité sociale (en général)	--	--	25,67
Nombre de personnes	646	640	623

On remarquera que la réforme de l'Etat n'est citée que par moins de 2% des Wallons parmi les trois enjeux les plus importants.

Le tableau 12 représente l'ordre d'importance des enjeux considérés comme les plus importants par les Wallons.

Tableau 12 Le pourcentage d'électeurs wallons qui ont choisi la Réforme de l'Etat comme l'enjeu le plus important dans leur choix électoral (données pondérées par l'âge, le genre, l'éducation et le vote)

	%
1: Création d'emploi et mise au travail	22,42
2: Soins de santé	12,38
3: Education	10,85
4: Impôts et budget	10,38
5: Pension	10,37
6: Sécurité sociale (en général)	7,58
7: Environnement et énergie	6,85
8: Economie et vie des entreprises	5,97
9: Immigration et intégration des étrangers	4,89
10: Justice et police	3,76
11: Allocations de chômage et allocations spéciales (VIPO)	1,32
12: Réforme de l'Etat	1,20
13: Mobilité et trafic	0,73
14: Affaires étrangères et Union Européenne	0,70
15: Questions éthiques	0,60
N	675

Dans ce dernier tableau, les résultats ont été ordonnés par rapport à l'ensemble des réponses y compris ceux qui ne savent pas ou qui sont sans opinion. L'emploi vient largement en tête. Sur 15 items, la réforme de l'Etat occupe seulement la 12^{ème} place (première motivation du

vote pour 1,20% des électeurs wallons). Elle n'est suivie que par les questions de mobilité, les questions de politique extérieure et les problèmes éthiques qui clôturent la liste.

Pour les personnes ayant choisi la « Réforme de l'Etat » comme l'enjeu le plus important dans leur choix de vote, il leur a été demandé d'évaluer l'action du dernier gouvernement Verhofstadt II à ce sujet.

Tableau 13 Evaluation de l'action du gouvernement Verhofstadt II par les électeurs wallons qui ont choisi la Réforme de l'Etat comme un des enjeux les plus importants dans leur choix de vote (données pondérées par l'âge, le genre, l'éducation et le vote)

	%
Du très mauvais travail	21,94
Du mauvais travail	27,76
Ni mauvais ni bon travail	32,31
Du bon travail	17,99
Du très bon travail	0,00

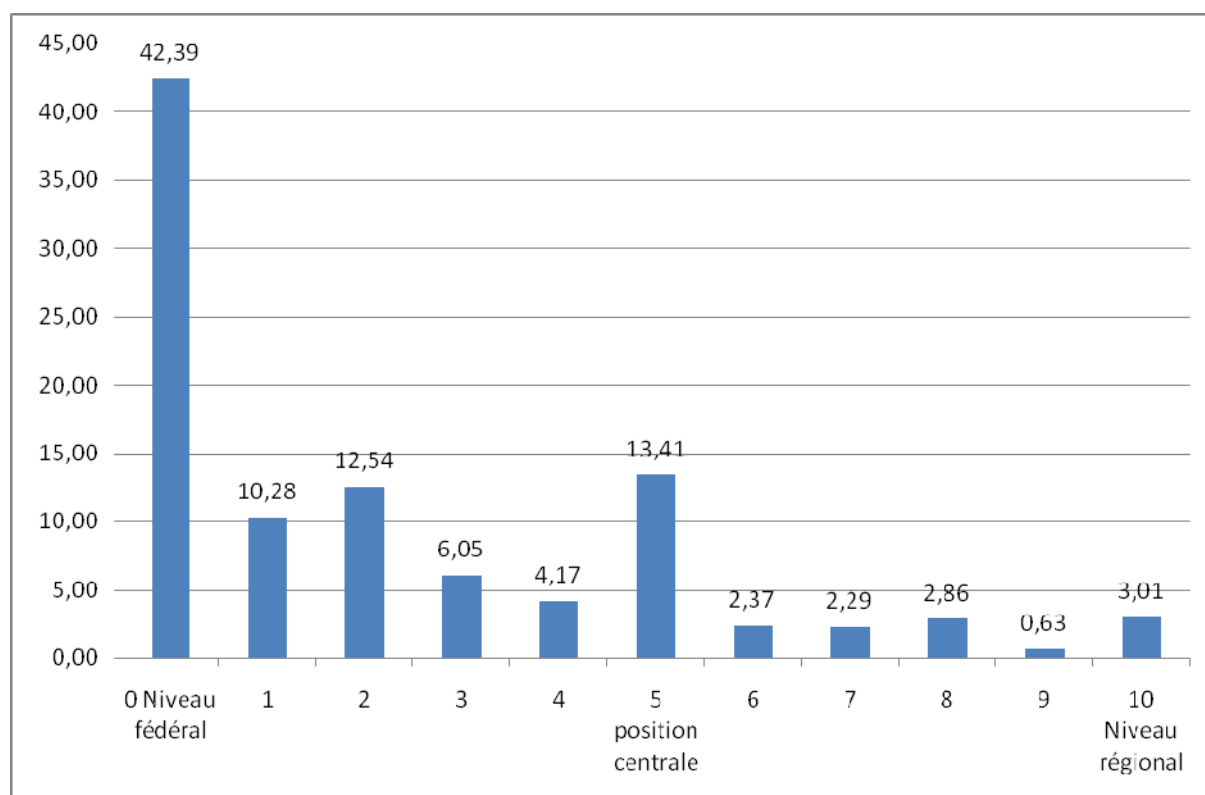
On observera que malgré les qualités qui ont été reconnues pour ce gouvernement de la part des élites politiques, particulièrement des Francophones, l'avis de l'opinion publique wallonne est plus réservé : seulement 18% des Wallons reconnaissent que ce gouvernement a fait du bon travail.

4.2 La fédéralisation de la sécurité sociale

Parmi les enjeux de la réforme de l'Etat, la question de la Sécurité Sociale est très présente. La question posée à ce sujet est la suivante : « *Certaines personnes estiment que la sécurité sociale doit être scindée et que la Wallonie et la Flandre doivent être responsables de leur sécurité sociale. D'autres personnes estiment au contraire que la sécurité sociale doit être renforcée au niveau fédéral de la Belgique. Où vous situeriez-vous (0 = la sécurité sociale doit rester une compétence fédérale, 10 = la sécurité sociale doit être scindée) ?* »

La très grande majorité des Wallons opine pour le maintien dans le cadre fédéral de la Sécurité Sociale comme l'illustre le graphique 7.

Graphique 7 Positionnement des électeurs wallons entre 0 « la sécurité sociale doit rester une compétence fédérale » et 10 « la sécurité sociale doit être scindée » (données pondérées par l'âge, le genre, l'éducation et le vote, N = 713)



4.3 Régionalisation de l'emploi

Parmi les questions qui portent sur les opinions des Wallons relatives à un certain nombre de sujets qui ont animé la campagne électorale, on trouve notamment une question qui demande leur degré d'accord avec la proposition suivante : « *L'emploi et le travail doivent devenir des compétences exclusives des Régions* ».

Tableau 14 Répartition des électeurs wallons entre les deux positions extrêmes par parti (données pondérées par l'âge, le genre, l'éducation et le vote)

	% (incluant les « ne sait pas » et les « sans réponses »)	% (excluant les « ne sait pas » et les « sans réponses »)
Pas du tout d'accord	8,81	9,04
Pas d'accord	34,00	34,87
Ni en désaccord ni en accord	16,68	17,11
D'accord	30,40	31,18
Tout à fait d'accord	7,62	7,81
Total	97,51	100,00
Ne sait pas	2,38	--
Sans réponse	0,11	--
Nombre de personnes	717	699

Malgré la différence du format de la question avec celle qui précède, il est clair que les avis sont plus balancés sur cette question que sur la Sécurité Sociale. Environ 43% sont en désaccord avec la régionalisation de ce secteur, contre 38% qui y sont favorables, tandis que 17% restent indécis.

4.4 BHV et les facilités

Une question demande aux individus de se prononcer sur la scission de l'arrondissement de BHV : « *Je voudrais connaître votre opinion sur un certain nombre de questions qui ont été discutées au cours de la dernière campagne électorale. Pouvez-vous me dire dans quelle mesure vous êtes d'accord avec les propositions suivantes ? Si vous n'y avez jamais pensé (sans opinion, ne sait pas), dites-le.... La scission de l'arrondissement électoral et judiciaire de Bruxelles-Halle-Vilvorde.* »

Tableau 15 Répartition des électeurs wallons entre quant à la scission de BHV (données pondérées par l'âge, le genre, l'éducation et le vote)

	% (incluant les « ne sait pas » et les « sans réponses »	% (excluant les « ne sait pas » et les « sans réponses »
Pas du tout d'accord	20,22	21,57
Pas d'accord	46,06	49,14
Ni en désaccord ni en accord	17,18	18,32
D'accord	9,22	9,83
Tout à fait d'accord	1,06	1,13
Total	93,74	100,00
Ne sait pas	5,71	--
Pas de réponse	0,55	--
Nombre de personnes (N)	666	618

Plus de 66% des Wallons sont contre la scission et seule une dizaine de pourcent sont clairement pour. Il n'y a que 6% de sans avis. On ne peut donc prétendre que les Wallons sont indifférents à cette scission.

Un autre item de cette question portait sur: « ... *Le maintien des facilités* »

Tableau 16 Répartition des électeurs wallons quant au maintien des facilités (données pondérées par l'âge, le genre, l'éducation et le vote)

	% (incluant les « ne sait pas » et les « sans réponses »	% (excluant les « ne sait pas » et les « sans réponses »
Pas du tout d'accord	0,29	0,30
Pas d'accord	3,45	3,52
Ni en désaccord ni en accord	6,57	6,69
D'accord	58,54	59,65
Tout à fait d'accord	29,27	29,83
Total	98,13	100,00
Ne sait pas	1,76	--
Pas de réponse	0,11	--
Nombre de personnes (N)	666	652

Ici aussi, une nette majorité des Wallons approuvent ce maintien : près de 88%. Moins de 4% ne sont pas d'accord. La majorité est encore plus nette que dans la question sur BHV.

La clarté de ces avis, tout comme précédemment l'existence d'une vision assez claire des alternatives possibles à la Belgique (cfr. 3.1.4) , ce qui confirmé par le faible nombre de gens sans opinion, nous amène à penser que l'hystérésis wallonne n'est pas pour autant aveugle, ni dénuée d'une vision assez cohérente de l'avenir au cas où leur désir unitaire ne pourrait plus être rencontré dans la réalité. L'attitude des Wallons par rapport à la réforme de l'Etat doit être lue en gardant à l'esprit cette complexité.